

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Déposé le : 19-06-2014

N° : CFD-002

Secrétaire : Cédric Drouin

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
 NUMÉRO 36 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.

**Effectifs du secteur public et des réseaux**  
 (en ETC)

Année	Fonction publique <sup>(1)</sup>	Réseau de la santé <sup>(2)</sup>	Réseaux de l'éducation <sup>(3)</sup>	Total <sup>(4)</sup>
2002-2003	59 790	184 151	136 096	380 037
2003-2004	60 826	187 958	136 704	385 488
2004-2005	59 088	190 644	135 453	385 185
2005-2006	57 846	193 891	134 558	386 295
2006-2007	57 378	196 353	138 530	392 261
2007-2008	57 292	199 924	139 887	397 103
2008-2009	57 910	204 765	141 797	404 472
2009-2010	58 544	209 894	143 629	412 067
2010-2011	58 209	212 223	145 343	415 775
2011-2012	58 282	216 475	147 108	421 865
2012-2013	59 071	220 017	149 264	428 352

(1) Aux ministères, aux organismes budgétaires et aux fonds spéciaux (sauf le Fonds des services de police), s'ajoutent douze organismes autres que budgétaires (Centre de services partagés du Québec, Commission des normes du travail, Fonds d'aide aux recours collectifs, Institut de la Statistique du Québec, Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, La Financière agricole du Québec, Office des professions du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Régie du cinéma, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec) et trois fiducies (Régie des rentes du Québec, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et Le Curateur public du Québec).

(2) Excluant les médecins et les autres professionnels de la santé (environ 25 000 personnes).

(3) Excluant le personnel des établissements d'enseignement universitaire.

(4) Excluant le Fonds des services de police et 50 organismes autres que budgétaires non assujettis à la Loi sur la fonction publique (environ 25 000 personnes) dont l'Agence du revenu du Québec, et les sociétés d'État dont Hydro-Québec, Loto-Québec, la Société des alcools du Québec et Investissement Québec.